

PHILIPPE VELILLA*

LES ÉLECTIONS ISRAËLIENNES DU 23 MARS 2021 : BIBI, C'EST FINI

149

La Knesset élue le 2 mars 2020 a été dissoute le 22 décembre suivant, provoquant une quatrième consultation en moins de deux ans¹. Benyamin Netanyahou n'a pas réussi à imposer sa volonté à ses partenaires, sa gestion de la crise sanitaire est contestée, et son procès doit reprendre au début de l'année 2021².

MONSIEUR VACCIN EN CAMPAGNE

Le gouvernement formé aux lendemains des élections de 2020 regroupe le parti du Premier ministre, le Likoud, ses alliés ultra-orthodoxes, ainsi que la moitié du parti centriste Bleu-Blanc.

Diviser pour régner

Sous la houlette de leur dirigeant, Benny Gantz, une quinzaine de députés Bleu-Blanc (le nombre évoluera au cours de la brève législature) accepte d'entrer dans la coalition. C'est un premier succès pour Benyamin Netanyahou : il est parvenu à casser en deux le premier

parti d'opposition. Au terme de laborieuses négociations, l'accord de gouvernement porte presque exclusivement sur la procédure instituant une « parité » entre les deux principales formations. Il s'agit en fait d'une stratégie d'empêchement : aucune décision ne peut être prise par un seul partenaire. *Last but not least*, le texte prévoit une rotation au poste de Premier ministre prévue pour le mois de novembre 2021. Benyamin Netanyahou, qui n'entend nullement céder son siège à Benny Gantz, différera autant que possible l'adoption du budget. Après plusieurs reports de date, la non-adoption de la loi de finances entraîne

* Docteur en droit, enseignant à l'Université numérique européenne des études juives (UNEEJ.com).

1. Cf. nos trois précédentes chroniques sur ces élections (*Pouvoirs*, n° 170, 2019, p. 145-152 ; n° 172, 2020, p. 153-159 ; et n° 174, 2020, p. 135-140).

2. Le procès des trois affaires dans lesquelles il est mis en cause a débuté en 2020, mais il a réussi à obtenir que sa phase active (audition des témoins, apport de preuves) ne commence que le 5 avril 2021, soit après les élections du 23 mars...

automatiquement la dissolution de la Knesset, le 22 décembre 2020. L'échec du gouvernement n'est pas une surprise. Sur nombre de sujets, les deux formations n'avaient rien en commun. Le Likoud est fort de la tradition de la droite israélienne, qui fait la part belle au nationalisme, à l'autorité et au culte du chef. Bleu-Blanc, parti du centre formé depuis moins de deux ans, n'a guère de cohésion idéologique. Benny Gantz finira par reconnaître devant les caméras que sa participation au gouvernement était une erreur. La sincérité en politique étant rarement récompensée, elle n'évitera pas à son parti de connaître une forte décreue électorale.

150

Un bilan survolorisé

La gestion de la pandémie de Covid-19 par Benyamin Netanyahu fait l'objet de sévères critiques. Le premier confinement, au printemps 2020, avait plutôt bien fonctionné, mais le déconfinement, trop rapide, a conduit à une reprise des contaminations. Le gouvernement impose un deuxième confinement en septembre, à l'occasion des grandes fêtes juives, puis un troisième à la fin de l'année. Benyamin Netanyahu va réussir à détourner le mécontentement des Israéliens en utilisant trois

arguments. Le premier est que l'économie israélienne s'est moins contractée que dans d'autres pays développés³. Le Premier ministre sortant met également en avant son bilan diplomatique. Dès le mois d'août 2020, un accord de normalisation des relations est signé entre Israël et les Émirats arabes unis, suivi de traités similaires conclus avec Bahreïn, puis avec le Soudan et le Maroc. Depuis la défaite de son ami Donald Trump, le Premier ministre voit ses rapports avec l'administration américaine se dégrader, mais il fait comme si de rien n'était. Enfin, Benyamin Netanyahu s'attribue le mérite exclusif du succès de la campagne de vaccination, qui, au premier trimestre, atteint la quasi-totalité de la population à risque (les plus de 60 ans) et une majorité d'Israéliens⁴. Le Premier ministre insistera lourdement sur le fait qu'il a téléphoné une trentaine de fois aux patrons des laboratoires Pfizer et Moderna⁵ pour s'assurer des livraisons de vaccins permettant de faire d'Israël le pays test de l'immunité collective.

LE PAYSAGE POLITIQUE ÉCLATÉ

Le Likoud affronte pour la première fois une vive concurrence sur le créneau électoral qu'il occupe habituellement.

3. La faible part du tourisme dans le produit intérieur brut national (2,4 %, contre 7,1 % en France et 11,1 % en Espagne) explique en grande partie ce résultat. De plus, les industries de haute technologie, favorisées par le travail en ligne, ont pu continuer à se développer et même augmenter le volume de leurs exportations. Au total, en 2020, le PIB israélien s'est contracté de 2,4 %, contre 5,5 % en moyenne dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (« L'économie d'Israël et la pandémie de Covid-19. L'État hébreu s'en sort bien », *Israel Valley*, 17 février 2021).

4. La veille du vote, le 22 mars, au sein d'une population d'un peu plus de 9 millions d'habitants, 5 189 210 personnes avaient reçu au moins une dose de vaccin, et le nombre de contaminations pour le dernier jour recensé était de 669.

5. Entretien sur la station de radio Kan 11, 1^{er} mars 2021. Benyamin Netanyahu se garde bien de rappeler que le laboratoire Pfizer avait développé depuis longtemps de bonnes relations avec le système de santé israélien, sur la base d'échanges d'informations relatives aux résultats de ses produits sur les patients, comme le confirment les propos tenus à la télévision israélienne par son directeur général le 11 mars 2021.

Dissidences à droite

Naftali Bennett, avec son parti Yamina (« à droite »), se pose en rival du Premier ministre après avoir refusé de rejoindre la coalition. Il propose notamment une gestion de la pandémie fondée sur des critères uniquement scientifiques et une libéralisation à marche forcée de l'économie (dite programme Singapour). Après la dissolution, les sondages lui promettent le score enviable d'une vingtaine de sièges, sur les cent vingt que compte la Knesset. C'est compter sans une dissidence du Likoud menée par l'éternel rival de Benyamin Netanyahou, Guideon Saar, ancien ministre, qui en formant le parti Tikva Hadasha (« nouvel espoir ») fait un temps figure de principal challenger de droite. Mais ce Likoud *bis* a beaucoup de mal à se singulariser, son fondateur, sans charisme, ne parvenant pas à mettre en valeur deux propositions pourtant originales : la réforme du système électoral et la limitation du nombre de mandats du Premier ministre. Cette dernière idée est majoritaire chez les Israéliens. Son parti finira avec un score à un chiffre : six sièges. Yamina, se voyant privé de son principal argument du fait de la régression de la pandémie, devra également se contenter d'un résultat médiocre : sept sièges. Le Likoud réussit également à détourner de Naftali Bennett (qui porte la kippa) une partie des électeurs sionistes religieux en favorisant l'union de l'extrême droite : les différentes composantes du sionisme messianique et les kahanistes⁶ se groupent en une liste qui prend pour nom Ha Tsionout ha Datit (« sionisme religieux ») et franchira le seuil d'éligibilité de 3,25 %, apportant

six sièges dans l'escarcelle du Premier ministre. Ce qui permettra au Likoud de compenser ses pertes : alors qu'il avait trente-six députés sortants, le Likoud n'obtiendra que trente sièges le 23 mars. Par ailleurs, les partis ultra-orthodoxes séfarade et ashkénaze retrouvent leur influence habituelle (obtenant respectivement neuf et sept sièges, comme en 2020), qui en fait les partenaires incontournables de tout gouvernement de droite. La stabilité politique des deux formations représentant les « hommes en noir » montre que les contestations exprimées dans ces communautés très atteintes par la pandémie ne se sont pas encore traduites sur le plan électoral. Au total, de ce côté de l'échiquier politique, Benyamin Netanyahou compense l'affaiblissement de son parti en contenant les dissidences de droite. Il affirme que, pour l'éliminer, ses deux rivaux n'ont qu'une seule solution : s'appuyer sur le centre et la gauche.

151

Bal des ego au centre gauche

Au centre, la confusion règne. Les parlementaires élus sur la liste Bleu-Blanc qui, au contraire de Benny Gantz et des siens, ont fait le choix de l'opposition reprennent le nom initial du parti, Yesh Atid (« il y a un avenir »), placé sous la direction de son leader historique, Yaïr Lapid. L'image de pérennité ainsi véhiculée leur vaudra de prendre la deuxième place lors du scrutin, avec dix-sept sièges. Après la dissolution, Bleu-Blanc n'est plus que l'ombre de lui-même, mais l'ancien numéro deux du gouvernement finira par obtenir un résultat inespéré : huit sièges. À gauche, le petit parti Meretz (« énergie »), en obtenant six sièges, échappera à la

6. Du nom du rabbin Meïr Kahane, assassiné en 1990, qui prônait le transfert des Arabes en dehors des frontières du Grand Israël.

disparition pour avoir su mobiliser ses anciens fidèles par une campagne sauve-qui-peut. Et ce, en dépit du renouveau du Parti travailliste, qui réussira une opération de survie sous l'impulsion de sa nouvelle présidente, la très énergique et très féministe Merav Michaeli, lui permettant d'avoir sept sièges. Solidement installé dans l'opposition depuis 2019, le parti russophone de droite Israel Beitenou d'Avigdor Lieberman conservera ses sept sièges grâce au soutien de nouveaux immigrants et à celui d'électeurs de toutes tendances adhérant à son discours violemment hostile aux ultra-orthodoxes.

152

Affaiblissement du vote arabe

Tous les partis tentent de capter des voix au sein de la communauté arabe (qui représente 21 % de la population et 17 % de l'électorat). La conjoncture est favorable aux remises en cause dans cette communauté où la pandémie et ses conséquences économiques ont sévi plus lourdement qu'ailleurs⁷. Le Likoud avait souvent fait usage du discours anti-arabe pour rallier à lui la partie la plus obscurantiste de son électorat⁸. Il cherche désormais à séduire les électeurs arabes mécontents de l'attitude de « leurs » députés de la Liste unifiée, à qui ils reprochent de ne pas s'occuper

suffisamment des problèmes de leur vie quotidienne (notamment la délinquance). Le Premier ministre encourage la dissidence de la branche islamiste de la Liste unifiée: le parti Ra'am, dirigé par Mansour Abbas, ne cache plus depuis longtemps sa volonté de s'éloigner des positions de la Liste unifiée, proches de celles de la gauche, et ne pas exclure de soutenir un gouvernement de droite qui satisferait certaines demandes pressantes de son électorat. Benyamin Netanyahu fait bien entendu bon accueil à cette offre de services, mais sans trop le montrer... Les électeurs arabes, las des divisions, des polémiques et des « opérations de séduction », réagiront en s'abstenant fortement: seuls 48 % d'entre eux iront voter, contre 67 % en 2020. Le parti islamiste parviendra à franchir le seuil d'éligibilité pour obtenir quatre députés, devenant la principale formation dans cette population. La Liste unifiée n'échappera pas à l'humiliation, avec six sièges à partager entre les trois formations qui la composent encore (communiste et nationalistes). Au total, les partis arabes perdent le tiers de leur représentation parlementaire (ayant dix sièges, contre quinze lors du précédent scrutin). Cet affaiblissement contribuera à empêcher l'opposition de devenir majoritaire dans un premier temps.

7. La population arabe, en particulier dans les localités bédouines, s'est montrée réticente à l'idée de se faire vacciner. Et les mesures de confinement ont provoqué des dégâts importants dans ces villes et villages où le petit commerce et l'artisanat occupent une place centrale.

8. Le jour du scrutin du 17 mars 2015, Benyamin Netanyahu diffusa une vidéo où il déclarait: « Le pouvoir de droite est en danger, les électeurs arabes se rendent massivement aux urnes. Les associations de gauche les emmènent voter en remplissant des autocars. » Cf. notre chronique « Les élections israéliennes du 17 mars 2015: vote de classe, vote ethnique et vote identitaire », *Pouvoirs*, n° 156, 2016, p. 155.

Élections législatives en Israël

Inscrits	6 578 084		
Votants	4 436 365	(67,44 %)	
Suffrages non validés	26 313		
Suffrages exprimés	4 410 052		
<i>Seuil électoral</i>	<i>143 327</i>	<i>(3,25 %)</i>	
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Likoud (droite nationaliste)	1 066 892	24,19	30 (– 6)
Yesh Atid (centre)	614 112	13,93	17 (=)
Shas (ultra-orthodoxes séfarades)	316 008	7,17	9 (=)
Bleu-Blanc (centre)	292 257	6,63	8 (– 8)
Yamina (droite religieuse)	273 836	6,21	7 (+ 1)
Parti travailliste (centre gauche)	268 767	6,09	7 (+ 3)
Yahadout Hatorah (ultra-orthodoxes ashkénazes)	248 391	5,63	7 (=)
Israël Beitenou (russophone laïque)	248 370	5,63	7 (=)
Ha Tzionout ha Datit (extrême droite religieuse)	225 641	5,12	6
Liste unifiée (partis arabes)	212 583	4,82	6 (– 9)
Tikva Hadasha (droite dissidente)	209 161	4,74	6
Meretz (gauche)	202 218	4,59	6 (+ 3)
Ra'am (dissidence islamiste)	167 064	3,79	4

153

Note: Ne sont pas repris ici les scores des partis n'ayant pas obtenu de sièges.

*

Benjamin Netanyahu a su contenir les dissidences dans son camp et jouer des divisions de l'opposition, mais cela ne suffira pas. À l'issue du vote, le Premier ministre sortant ne peut compter que sur cinquante-deux députés (membres du Likoud, ultra-orthodoxes et sionistes religieux confondus). L'opposition, dirigée par Yaïr Lapid, en a officiellement quarante-cinq (issus de Yesh Atid, de Bleu-Blanc, du Parti travailliste, d'Israël Beitenou et de Meretz). Une simple comparaison arithmétique conduit le président Rivlin à confier, le 6 avril, à Benjamin Netanyahu le mandat de former un gouvernement. En vain : ses deux créatures lui échappent,

les six députés de la liste Ha Tzionout ha Datit refusant de travailler avec les quatre élus islamistes de Ra'am. Le mandat est alors confié à Yaïr Lapid, qui, le 2 juin à 23 h 22, soit trente-huit minutes avant le terme des vingt-huit jours réglementaires, peut annoncer officiellement avoir le soutien d'une majorité de députés favorable à un « gouvernement du changement ». Ironie de l'histoire, c'est le parti islamiste qui, après l'accord de son conseil des sages musulmans, permet de former cette coalition où tous les autres partis revendiquent leur sionisme !

Début juin, la crise politique israélienne – qui durait depuis deux ans et

demi – s’achève donc, mais les divisions de la société seront longues à résorber. D’autant que la mini-guerre avec le Hamas entre le 11 et le 21 mai (opération Gardien des murailles) a également

provoqué des émeutes à l’intérieur du pays avec de violents affrontements entre Arabes et juifs israéliens, phénomène inédit depuis la création de l’État.